

BURALISTES, COMMERCANTS, ARTISANS, TAXIS...

Les indépendants de l'Aube se révoltent

Devant l'accumulation des menaces sur leurs activités, les indépendants de l'Aube sont en train de se mobiliser en espérant lancer un mouvement de protestation de grande ampleur.

Il sont buralistes, taxis, boulangers, pharmaciens, chefs d'entreprise, artisans du bâtiment, commerçants ou encore jeunes agriculteurs. Ils ont tous l'impression d'être les victimes d'un plan de grande envergure visant à les faire disparaître. Une prise de conscience si bien partagée que, ce mercredi soir, après quelques coups de fil passés à droite à gauche, ils sont une trentaine à se mettre autour d'une même table. « Déjà, le fait qu'on soit si nombreux à se réunir en moins de trois jours, ça veut dire quelque chose », pointe Pascal Brie, le président du syndicat aubois. C'est lui qui est à l'initiative de la réunion, mais il tient à s'effacer derrière le collectif. Il lance seulement : « Nous sommes la France qui se lève tôt et si on fait le calcul, nous gagnons souvent moins que le Smic. » Pire, leurs fonds de commerce, dont la vente jadis assurait leur retraite, ont perdu toute valeur. Même certaines pharmacies ferment.

Internet et le commerce sans frontières, sans contrôle surtout, sont pointés du doigt. « Les trafiquants aujourd'hui gagnent plus que nous ! », s'insurge un buraliste. Les coiffeurs, de leur côté, s'étonnent que l'on veuille supprimer la condition du brevet pour ouvrir un salon. « On est en train de tuer la coiffure française. Ce n'est qu'un diplôme à passer et il



Pour les représentants des différentes professions, la lutte contre la concurrence déloyale est devenue une urgence.

n'est pas si difficile. Nous, on a neuf salariés, ils l'ont tous ! », s'insurge Sylviane Paillard, la présidente de la chambre départementale des coiffeurs.

« Une formidable régression sociale »

Du côté des taxis, on embraye : « Le gouvernement vient de publier un décret. Désormais, pour être chauffeur, il suffira de satisfaire un QCM (questionnaire à choix multiples, NDLR) de niveau CM2. C'est n'importe quoi, ils transportent quand même des personnes. Nous, il nous faut plus de cent heures de formation. »

auto-entrepreneurs ne font pas fortune. Loin de là.

« Tout ce qu'ils veulent, c'est faire sortir les gens des chiffres du chômage. Peu importe qu'ils aillent au casse-pipe ! », concluent quelques-uns. « On assiste à une formidable régression sociale. Demain, on va avoir des gens qui vont travailler pour rien ! », s'indigne Eric Plestan, président de la Capeb de l'Aube (le syndicat des artisans du bâtiment, NDLR). « Pourquoi les politiques et les énarques ne font-ils rien ? », interroge l'un des participants. « À qui profite le crime ? Qui dirige vraiment la France ? », lui demande Nicolas Favin, secrétaire général de la Capeb, en pointant évidemment les grandes multinationales.

Autour de la table, le poids des charges ou les problèmes du RSI (le régime social des indépendants) font alors un tour de piste et sont vite écartés : « Non, si on était tous soumis aux mêmes règles,

« Demain, on va avoir des gens qui vont travailler pour rien. »

Eric Plestan, président de la Capeb de l'Aube

il n'y aurait pas de problème », tranche finalement le groupe. Leur vrai problème est finalement identifié : la déréglementation sauvage (loi Macron, directive européenne...), l'absence de contrôle dans des pans entiers de l'économie et la concurrence déloyale venue de l'étranger.

Eux, ils respectent les règles, toutes les règles. Ils n'ont d'ailleurs pas le choix. Ils sont régulièrement contrôlés parce qu'ils ont pignon sur rue. À les écouter, si rien n'est fait, ce n'est plus pour longtemps.

BRUNO DUMORTIER

« Il faudrait nous trouver un nom »

Refusant de se résigner, tous ces indépendants ont décidé de travailler ensemble et de frapper fort et vite. D'ici à huit jours, ils comptent formaliser leurs revendications puis « convoquer » les parlementaires de l'Aube pour les leur présenter.

Surtout, ils espèrent faire écouter. « Mon président régional est prêt à relayer notre initiative », pointe, portable en main, le représentant des taxis. « Il faut aussi lancer

un appel à tous ceux qui, syndiqués ou non, se reconnaissent dans notre combat. Qu'ils prennent contact avec nous », ajoute Pascal Brie. La CGPME (accueil@cgpmeaube.fr) et l'UPA de l'Aube (contact.upa10@gmail.com), par courriel et bientôt par une page Facebook, sont chargées de rassembler les revendications. Avec un point encore à régler : « Il faudrait nous trouver un nom. »